



# BULLETIN D'INFORMATION

N° 1, Janvier-Avril 2025



## SOMMAIRE

- ◆ Mot du Représentant de l'OMS au Burkina Faso
- ◆ Lutte contre la fièvre typhoïde : le Burkina Faso vaccine plus de 10 millions d'enfants
- ◆ Un pas décisif vers l'accès équitable à l'information sanitaire : lancement de la plateforme de l'observatoire national de santé publique
- ◆ Continuité des soins dans les zones affectées par la crise humanitaire : contribution de l'OMS
- ◆ Préparation et réponse aux urgences sanitaires: le Burkina Faso met en place des procédures opérationnelles standardisées (POS) pour les points d'entrée.
- ◆ L'Organisation mondiale de la Santé encourage la promotion de la santé à travers le cinéma
- ◆ Accélérer la lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) au Burkina Faso
- ◆ Cadre sectoriel du Dialogue santé (CSD) : le secteur de la santé évalue ses performances enregistrées en 2024
- ◆ Burkina Faso : lutter efficacement contre les maladies non transmissibles
- ◆ Améliorer la prévention et le contrôle des infections dans les structures sanitaires du Burkina Faso
- ◆ Améliorer la santé reproductive des jeunes et adolescents, l'OMS et le Ministère de la santé encouragent le personnel de santé pour des soins de qualité
- ◆ Renforcer la coordination intersectorielle: l'OMS appuie un exercice de simulation pour tester les procédures One Health
- ◆ Zoom sur l'initiative Benin Burkina Niger Togo (BBNT)

page 2

page 3

page 5

page 6

page 7

page 8

page 9

page 10

page 11

page 12

page 13

page 14

page 15



Chères lectrices, Chers lecteurs,

La publication de ce premier numéro du Bulletin trimestriel de l'OMS me donne l'opportunité de revenir sur l'un des résultats phare de notre système de santé dans le domaine de la vaccination. Il s'agit de la campagne de vaccination contre la fièvre typhoïde dont le lancement est intervenu le 23 janvier 2025 et de l'introduction du vaccin typhoïde conjugué (VTC) dans la vaccination de routine. C'est avec un grand plaisir que j'ai assisté à ce lancement aux côtés du Ministre de la Santé, Dr Robert Lucien Jean-Claude KARGOUGOU, du Représentant de l'UNICEF, de certains partenaires techniques et financiers et acteurs intervenant dans le secteur de la santé. Le lancement de cette campagne, faut-il le rappeler, intervient un peu moins d'un an après l'introduction du vaccin contre le paludisme dans le programme élargi de vaccination.

Il me plaît aussi de rappeler ici que le Burkina Faso est le premier pays francophone dans la Région africaine de l'OMS à introduire le vaccin contre la fièvre typhoïde dans le programme élargi de vaccination (PEV) et le deuxième pays à introduire le vaccin antipaludique après le Cameroun.

Pour l'OMS, il s'agit de grands progrès qu'il convient de saluer à leur juste valeur, ainsi que les grandes mesures et

décisions prises par le Gouvernement au cours de l'année 2024 pour faciliter l'accès des populations aux soins de santé et sauver des vies.

Je voudrais féliciter le Ministre de la Santé et ses collaborateurs ainsi que l'ensemble du personnel de santé pour les résultats impressionnants obtenus au cours de la campagne de vaccination contre la fièvre typhoïde réalisée en début d'année 2025. Cette vaccination a permis de protéger plus deux millions d'enfants de 9 à 14 ans sur l'ensemble du territoire.

Le premier trimestre de cette année a été riche en activités au profit de la santé des populations et c'est avec grand intérêt que l'OMS suit et soutient ces activités. Le premier numéro du Bulletin de l'OMS de l'année 2025 que j'ai le plaisir de vous proposer revient sur certaines réalisations partagées qui, je l'espère, auront un impact positif à terme dans le cadre du renforcement du système de santé au Burkina Faso.

Je souhaite à toutes et à tous une bonne lecture ! □

**Dr Seydou O. COULIBALY**  
**Représentant par intérim de l'OMS au Burkina Faso**

## Lutte contre la fièvre typhoïde : le Burkina Faso vaccine plus de 10 millions d'enfants

« Je viens pour faire vacciner mes deux enfants pour les protéger de la fièvre typhoïde », dit clairement Adissa\*, dans une file d'attente au Centre de santé et de Promotion sociale (CSPS) de Yambassé, dans le district sanitaire de Manga.

La mère de famille est déterminée à faire vacciner ses enfants car l'année dernière elle a failli perdre sa fille de 11 ans. « Elle souffrait atrocement des maux de ventre et de tête, heureusement les agents de santé l'ont rapidement prise en charge. J'avais eu très peur. »

Au Burkina Faso, selon l'annuaire statistique 2020 du Ministère de la santé, les fièvres typhoïdes et paratyphoïdes (cas suspects) dans les centres médicaux et les hôpitaux figurent parmi les 10 principaux motifs de consultation. Dans les formations sanitaires de base, la fièvre typhoïde a été le 3ème motif de mise en observation et la 8ème cause de décès. Selon les estimations de l'étude GBD (Global Burden of Diseases) 2019, le pays aurait enregistré en 2019 au moins 80 672 cas de fièvre typhoïde (356 cas pour 100 000 habitants) dont 1 530 décès.

Selon le Ministère de la santé, il est constaté une émergence et une propagation accélérée de souches de *S. Typhi* résistantes aux antimicrobiens. La typhoïde pharmaco-résistante est plus difficile à traiter et implique des options de traitement plus coûteuses et moins accessibles.



Lancement de la campagne de vaccination contre la typhoïde au Centre médical de Tanghin Dassouri : Dr Salimata Drabo chargée de vaccination au Bureau de l'OMS au Burkina Faso administre le vaccin contre la fièvre typhoïde à un élève

En tant que maladie évitable par la vaccination, la fièvre typhoïde peut être évitée grâce à la vaccination notamment avec le vaccin anti typhoïdique conjugué (VTC). Ainsi, le Ministère de la santé a introduit le vaccin contre la fièvre typhoïde dans le Programme Elargi de Vaccination (PEV). Les enfants seront vaccinés contre cette maladie à partir de neuf mois afin d'en être protégés. « C'est un vaccin qui est sûr, efficace et qui protège les enfants qui auront bénéficié d'une dose. Selon nos estimations, même 5 ans après la vaccination,



Lancement de la campagne contre la typhoïde à Tanghin Dassouri

il y a encore 80 % d'immunité conférée aux enfants qui auront reçu ce vaccin », a indiqué le Ministre de la santé, Dr Robert Jean Claude Kargougou lors du lancement de la campagne de vaccination de rattrapage des enfants de 9 mois à 14 ans. En effet le vaccin anti typhoïdique conjugué est un vaccin sûr et efficace recommandé par l'OMS pour la prévention de la fièvre typhoïde.

Cette introduction a été précédée d'une campagne de vaccination qui s'est déroulée du 23 au 29 janvier 2025. Pendant une semaine, plus de 10 millions d'enfants ont été vaccinés dans les 70 districts du pays.

Avec cette campagne de vaccination, le Burkina Faso est le premier pays francophone dans la Région africaine de l'OMS à introduire le vaccin contre la fièvre typhoïde dans la vaccination de routine. « Je suis extrêmement fière du travail que nous avons accompli pour introduire le vaccin contre la fièvre typhoïde au Burkina Faso. De nombreux autres pays sont dans le processus de prise de décision », a déclaré la Dre Christelle Neya, Directrice de la prévention par la vaccination. Le vaccin contre la fièvre typhoïde qui est utilisé au Burkina Faso est l'un des deux vaccins conjugués sûrs et efficaces recommandés par l'OMS pour la prévention de cette maladie chez les personnes âgées de plus de 6 mois. « Orientés par les preuves solides de l'innocuité et de l'efficacité de ce vaccin, nous sommes sûrs qu'il permettra d'éviter de nombreux cas de fièvre typhoïde et de nombreux décès pour les décennies à venir », a-t-elle ajouté.

Pour réussir cette campagne de vaccination et l'introduction du vaccin dans le PEV de routine, le Burkina Faso a bénéficié de l'appui technique et financier des partenaires tels que l'OMS, l'UNICEF, Gavi, l'alliance du vaccin, et JHPIEGO qui ont accompagné le pays dans le processus.

« Aucun enfant ne devrait plus mourir ou souffrir d'un handicap à cause d'une maladie évitable par la vaccination », a souligné le Dr Seydou O. Coulibaly, représentant de l'OMS au Burkina Faso. « L'OMS est déterminée à accompagner le Burkina Faso à protéger ses enfants par la vaccination. » □



Les femmes attendent patiemment de faire vacciner leurs enfants contre la fièvre typhoïde



Les enfants vaccinés arborent fièrement leur carnet de vaccination

## Un pas décisif vers l'accès équitable à l'information sanitaire : lancement de la plateforme de l'observatoire national de santé publique



Présentation de la plateforme invités

Répondant à la recommandation du 62<sup>ème</sup> Comité régional des Ministres de la santé tenu à Luanda en 2012 et relative à la mise en place des Observatoires nationaux de santé dans les pays de la Région africaine, le Burkina Faso dispose depuis 2018, d'un Observatoire national de santé de la population (ONSP). Fruit d'une collaboration entre l'OMS et le Ministère de la santé, cette plateforme web de l'ONSP met à la disposition des acteurs de la santé l'ensemble des publications et informations relatives à la santé des populations au Burkina Faso.

En effet, Il s'agit d'une bibliothèque numérique en libre accès qui permet aux chercheurs, aux étudiants, aux enseignants ainsi qu'à tout intervenant dans le domaine de la santé, de disposer de données actualisées et d'analyses fiables. Selon Mme Diasso/Tingueri Rose, Chargée d'information sanitaire au Bureau de l'OMS au Burkina Faso, cette plateforme constitue un outil stratégique d'aide à la décision, de formulation et de suivi des politiques sanitaires, de réponse efficace aux urgences et d'amélioration continue de la qualité des soins prodigués aux populations.

Dr Patrice Combary, conseiller technique et représentant du Ministre de la santé, a présidé le 30 janvier 2025 la cérémonie de lancement de la nouvelle version de la plateforme. Ont pris part à cette cérémonie en présentiel et en ligne des directeurs centraux du ministère de la santé, le Directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), des partenaires techniques et financiers et d'autres invités.

Pour lui, le lancement de la plateforme web redynamisée, revêt une importance capitale pour le ministère de la santé car « loin d'être un simple site, cette plateforme est une interface conçue pour répondre à des besoins utilitaires et surtout bien pensée pour être accessible à tous les utilisateurs le désirant »..

La plateforme est accessible en ligne à l'adresse suivante : <https://onsp.minsante.bf>. Elle intègre plusieurs fonctionnalités destinées à répondre aux besoins variés des utilisateurs :

- la page d'accueil qui met en avant certains indicateurs clés, des événements d'actualité du ministère de la santé et informe sur les urgences sanitaires en cours.
- le tableau de bord présente plus de 200 indicateurs désagrégés selon les régions et les districts et permettant un suivi des tendances ;
- la section publication renferme les différents documents de référence tels que les rapports officiels, les plans stratégiques, les politiques en matière de santé et les annuaires statistiques produits par le ministère de la santé ;
- la section catalogues répertorie les différents projets de recherche et d'expertise au niveau du pays.

En plus de ces fonctionnalités, un espace est dédié « aux utilisateurs qui peuvent faire parvenir leurs observations en vue d'améliorer la qualité de la plateforme », a souligné Dr Hermann Bazié Directeur de l'Observatoire national de la santé de la population.

Au regard de la diversité et de la richesse de la plateforme en information sanitaire, Dr Patrice Combary a invité l'ensemble des acteurs à une appropriation réelle de cette plateforme qui sera désormais un outil commun et dont les impacts en termes d'utilisation doivent permettre de consolider la diffusion des produits d'informations sanitaires et des évidences scientifiques. Les meilleurs retours d'expérience pourront garantir une amélioration continue de la plateforme. □



Le Directeur général de l'Institut national de santé publique (INSP), le Dr Seydou BARRO (micro allumé) livre son message à la cérémonie d'ouverture du lancement de la plateforme de l'Observatoire National de santé publique

## Continuité des soins dans les zones affectées par la crise humanitaire: contribution de l'OMS

Depuis plusieurs années, le Burkina Faso est confronté à une situation humanitaire complexe ayant affecté l'accès aux soins et services de santé, en particulier dans certaines localités ayant connu des défis sécuritaires et ayant perturbé l'accès régulier et équitable aux soins de santé, en particulier dans les zones touchées par l'insécurité.

Pour faciliter l'accès aux soins de santé dans ces zones, le Ministère de la santé s'est engagé dans un processus progressif de **réouverture des formations sanitaires** et de **restauration des services de soins de santé essentiels**.

En appui à cette dynamique nationale, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a intensifié ses actions pour accompagner la reprise et le maintien de l'offre de soins dans les zones à besoins humanitaires prioritaires. Elle a ainsi contribué de façon continue à renforcer les capacités opérationnelles des districts sanitaires à travers la **dotation en kits médicaux d'urgence** et en matériels médico-techniques.

Au cours du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2025, des équipements ont été acheminés dans plusieurs districts sanitaires, notamment **Barsalogho, Kaya, Dori, Ouahigouya, Manni, Séguénéga, Diapaga et Solenzo**. La dotation se compose de :

- **100 modules de kits SAM** pour la prise en charge des enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère avec complications médicales ;
- **15 modules de kits traumatologiques** pour renforcer la réponse aux urgences chirurgicales et traumatologiques ;
- **150 modules de kits IEHK** (Interagency Emergency Health Kit) pour la gestion des affections courantes ;
- **04 tentes médicales**, ainsi que du **matériel médico-technique** destiné à soutenir les formations sanitaires.

Ces ressources ont permis de renforcer l'offre de soins pour environ **70 500 personnes**, contribuant à **résorber les tensions en médicaments essentiels** et à améliorer la disponibilité des services dans les zones ciblées.



Des Kits médicaux destinés à soulager les PDI et leurs hôtes

Cette intervention s'inscrit dans le cadre du soutien continu de l'OMS aux efforts du gouvernement et de ses partenaires, en vue de garantir l'accès aux soins de santé pour les populations les plus vulnérables, dans un contexte où les conditions sécuritaires et humanitaires montrent des signes d'amélioration dans plusieurs régions. □



Installation d'une tente

## Préparation et réponse aux urgences sanitaires: le Burkina Faso met en place des procédures opérationnelles standardisées (POS) pour les points d'entrée.



Clôture de l'atelier : De Gauche à Droite Dr KANTAGBA Yves, représentant le Directeur Technique CORUS et Dr Romualdo KOU DOGBO, chargé de la Planification/Urgences, Bureau de l'OMS au Burkina Faso

Dans le cadre de la mise en œuvre du Règlement Sanitaire International (RSI 2005) et du renforcement des capacités nationales de préparation et de réponse aux urgences de santé publique, le ministère de la Santé, avec l'appui de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) à travers le financement du Pandemic Fund, a réalisé des avancées majeures pour renforcer la gestion des alertes sanitaires aux Points d'Entrée (PoE) du Burkina Faso.

Le pays dispose désormais de cinq Procédures Opérationnelles Standardisées (POS) validées, couvrant des aspects critiques de la gestion des incidents sanitaires aux frontières.

Ces procédures encadrent la coordination des interventions, le déploiement des équipes d'intervention rapide, la gestion des voyageurs, le transport sécurisé des passagers suspects, ainsi que la communication des risques. Par ailleurs, une note conceptuelle pour la simulation d'un cas suspect de Mpox a été élaborée afin de préparer les équipes opérationnelles à une mise en œuvre effective de ces POS en situation d'alerte.

Ces référentiels standardisés permettent désormais de clarifier les rôles et responsabilités des différents secteurs impliqués, d'améliorer la détection précoce des menaces sanitaires aux frontières, et de renforcer la capacité de réponse rapide du pays en cas d'urgence de santé publique.



Une vue des participants

En établissant des mécanismes clairs de coordination intersectorielle et en renforçant la préparation opérationnelle aux PoE, cette initiative consolide significativement la résilience épidémique du Burkina Faso

Au-delà de son impact national, ce renforcement des capacités contribue également à la sécurité sanitaire régionale et internationale, en limitant les risques de propagation transfrontalière des épidémies. □



Photo de famille

## L'Organisation mondiale de la Santé encourage la promotion de la santé à travers le cinéma



Une vue de la salle pendant la projection

Ouagadougou – En marge de la 29<sup>e</sup> édition du Festival Panafricain du Cinéma et de la Télévision de Ouagadougou (FESPACO), le 26 février 2025, le « Festival du film Santé pour tous » de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'est invité à Ouagadougou pour une projection exceptionnelle de 120 minutes. Dans une salle archicomble du Conseil burkinabè des Chargeurs, s'est tenue une projection de films sélectionnés parmi les meilleurs du « Festival du film Santé pour tous » de l'OMS ainsi que des films burkinabés. Au total avec au programme, six courts métrages ont été projetés. Parmi les cinéphiles du jour, des spécialistes et acteurs en Santé et en cinéma, des étudiants d'instituts de formation en santé et en cinéma. La projection a été coorganisée par l'OMS et le Ministère de la Santé.

Les films portaient sur diverses thématiques de santé publique, allant de l'exercice de la pratique de la médecine par les jeunes médecins confrontés à une réalité de terrain différente de la théorie apprise pendant la formation ; des maladies transmissibles et non transmissibles ; de la nutrition ; du diabète, et de l'obésité, à l'accès aux soins de santé.



Une autre vue de la salle pendant la projection

A travers cette projection de films, l'OMS et le Ministère de la Santé se tournent désormais vers le cinéma comme outil de sensibilisation, pour amener les populations à adopter des comportements sains. Selon ces deux partenaires, le FESPACO représente une opportunité unique pour diffuser les messages de santé et favoriser l'adhésion des populations aux mesures sanitaires.

« L'objectif de cette projection est de soutenir les actions du Ministère de la Santé dans la promotion de

comportements favorables à la santé et d'encourager une plus grande utilisation des services de santé », a déclaré le Dr Minzah PEKELE, Conseiller en politiques et systèmes de santé au bureau de l'OMS au Burkina Faso.

En effet, le Burkina Faso produit de nombreux films et documentaires sur la santé cependant, ceux-ci restent sous exploités dans le cadre de la promotion de la santé. Pour remédier à cette situation, l'OMS entend montrer l'exemple : « Nous avons choisi de parler de cinéma et promotion de la santé, parce que nous sommes convaincus que l'audiovisuel est un puissant levier de changement social », a expliqué le Dr Seydou O. Coulibaly, Représentant de l'OMS au Burkina Faso. « Promouvoir la santé, c'est réduire la mortalité, améliorer la prise en charge des malades et accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle qui est un engagement de notre sous-région », a-t-il ajouté.

Pour une première participation au FESPACO, cette projection de films a été une expérience enrichissante. La Direction générale de la santé publique du Ministère de la Santé envisage désormais d'intégrer cet outil dans ses stratégies de promotion de la santé et du bien-être des populations.



Les membres du panel

« Le FESPACO est une belle opportunité pour diffuser des projections cinématographiques qui vont promouvoir le changement de comportements dans la société, réduire la la morbidité et la mortalité liées à certaines pathologies », a souligné le Dr Joseph Soubeiga, Directeur général de la Santé publique.

Après la projection, un panel d'experts composé d'un épidémiologiste, d'une psychologue, d'un journaliste, d'un spécialiste en audiovisuel et du conseiller en politiques et systèmes de santé du bureau de l'OMS a animé un débat très enrichissant avec les cinéphiles présents. Le « Festival du film Santé pour tous » initié par l'OMS en 2020, récompense chaque année des films traitant de sujets de santé. Le Représentant de l'OMS qui a exprimé le souhait de voir davantage de films burkinabè et africains primés à ce festival a encouragé les cinéastes du continent à s'impliquer activement dans la production de films dédiés à la santé publique. □



Le ministre de la Santé Dr Robert Lucien Jean Claude KARGOUGOU visite une exposition sur les MTN

A l'instar de la communauté internationale, le Burkina Faso a célébré ce 7 février 2025 la journée mondiale de lutte contre les maladies tropicales négligées (MTN) sous le thème « S'unir, agir, Eliminer les maladies tropicales négligées »

Au cœur de la célébration de cette journée, une rencontre de plaidoyer pour la mobilisation des ressources en faveur de la lutte contre les maladies tropicales Négligées (MTN), présidée par le Ministre de la Santé, Dr Robert Jean-Claude KARGOUGOU avec la présence du Ministre Délégué en charge des ressources animales Dr Amadou DICKO, des partenaires techniques et financiers dont l'OMS, des autorités administratives et coutumières, la société civile.

On compte parmi les maladies tropicales négligées une vingtaine de maladies qui affectent le plus souvent les populations de conditions vulnérables notamment en Afrique. Selon les statistiques, environ 1, 5 milliards de personnes dans le monde sont victimes de ces maladies. Pourtant ces maladies peuvent être évitées et traitées. « Pour lutter contre les MTN Le Burkina Faso utilise principalement deux stratégies recommandées par l'OMS: la chimiothérapie préventive et de la prise en charge intensive auxquelles s'ajoutent les approches intersectorielles, a expliqué la Coordinatrice du Programme national de lutte contre les MTN, Dr Boezemwendé Ouoba/Kaboré

Malgré ces efforts, le pays n'est pas totalement libéré des MTN. On assiste à la réémergence de la dengue, l'apparition de la maladie à Chikungunya, de la gale et des leishmanioses dans certains districts sanitaires du pays. Pour renverser la tendance, Dr Laurent Moyenga, chargé de programme MTN au Bureau de l'OMS au Burkina Faso a dans son discours encouragé toutes les parties prenantes de la lutte contre les MTN à renforcer la surveillance et les interventions de lutte pour mettre fin aux MTN, car pour lui « L'élimination de MTN n'est pas seulement un rêve, c'est une cible à portée de main » en témoigne les pays comme le Niger et la Guinée qui viennent d'éliminer respectivement l'onchocercose et la maladie du sommeil.

Il a rappelé que « dans la Région africaine de l'OMS, plus de 276 millions de personnes n'ont plus besoin de traitement contre la filariose lymphatique depuis 2014. En fin 2024, 20 pays de notre Région avaient éliminé au moins une maladie tropicale négligée », preuves qu'il est possible d'éliminer les maladies tropicales négligées au Burkina Faso.

La célébration a été marquée par la visite d'une exposition photos sur les MTN, la remise de kits sanitaires au profit des maladies par la présidente des Organisations de la Société Civile dénommée « NON aux MTN ». □



Dr Laurent Moyenga, chargé des MTN au Bureau de l'OMS au Burkina Faso livre le message du Représentant de l'OMS



Remise symbolique de médicaments au ministère de la santé destinés aux soins des personnes atteintes de MTN

## Cadre sectoriel du Dialogue santé (CSD) : le secteur de la santé évalue ses performances enregistrées en 2024



Une vue de la salle, 2è à partir de la gauche, M. Alain Akpadji, Représentant UNFPA et chef de file des partenaires techniques et financiers

Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi de performance du secteur de la santé, le cadre sectoriel de Dialogue santé tient régulièrement des sessions de revue annuelle et à mi-parcours. Ce 26 février 2025, a lieu la première **session ordinaire 2025, présidée par le Ministre de la Santé**, en présence du Représentant de l'OMS au Burkina Faso, des agences du Système des Nations unies et les partenaires techniques et financiers ainsi que de nombreux membres du cadre sectoriel de santé. Cette session vise trois objectifs majeurs à savoir :

- Présenter le rapport de performance annuel 2024 du secteur de planification santé,
- Identifier les contraintes et mises en œuvre ;
- Valider le plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2025-2027.

De l'examen du rapport 2024, le Burkina Faso enregistre de grands progrès dans le domaine de la santé malgré le contexte sécuritaire. Parmi les résultats atteints en 2024, on note 58 % des formations sanitaires réouvertes en 2024 qui étaient à 37% en 2023,

une contribution remarquable des agents de santé à base communautaire dans la lutte contre le paludisme dans les zones à défi sécuritaire. Une couverture vaccinale de 55,7% avec le vaccin RTS'S, l'activation du Système de gestion des incidents pour l'élimination des décès maternels et périnataux ; la prise en charge médicale de plus de 9000 cas de violences basées sur le genre etc.

Toutefois les mortalités intra-hospitalières générales, maternelle et néo-natales restent à améliorer.

Les Partenaires techniques et financiers par la voix du Représentant Résident de L'UNFPA, chef de file, des Partenaires Techniques et financiers ont salué l'initiative de cette rencontre d'échange et félicité le Gouvernement du Burkina Faso pour les progrès accomplis. Ils ont réaffirmé leur engagement à accompagner le Ministère de la Santé dans l'amélioration de la santé des populations. Des recommandations ont mis fin à la présente session.

Le secteur de Planification Santé regroupe 6 ministères que sont le ministère de la Santé président du Cadre sectoriel de dialogue (CSD), le ministère de l'Agriculture, des ressources animales et halieutiques, le ministère de l'Environnement, de l'eau et de l'assainissement, le ministère de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, le ministère de l'Action humanitaire et de la solidarité nationale et le ministère des Sports, de la jeunesse et de l'emploi. Il a en charge les actions inscrites dans les piliers 2 et 3 du Plan d'action pour la stabilisation et le développement (PA-SD) 2025-2027. □



Les participants suivent la présentation sur le bilan des activités mises en œuvre en 2024. 2è à partir de la Gauche, le Représentant de l'OMS au Burkina Faso, Dr Seydou O. COULIBALY



Mise en oeuvre de WHOPEN : contrôle du diabète

Pour lutter efficacement contre les maladies non transmissibles (MNT), le ministère de la santé avec l'appui de l'OMS, a élaboré un plan stratégique intégré de lutte contre les MNT (PSILMNT) 2024-2028. Du 25 au 27 mars 2025, ce document stratégique était au cœur d'une rencontre d'échanges entre les acteurs de mise en œuvre. Organisée par la Direction de la prévention et du contrôle des maladies non transmissibles (DPCM), la rencontre a été présidée par le Secrétaire général du ministère de la santé, Dr Joël Arthur Kiendrélé et avait pour objectif de présenter la stratégie et de susciter son appropriation par les acteurs du niveau régional.

En 2021, selon l'OMS, les MNT, telles que les maladies cardiovasculaires, le cancer, les maladies respiratoires et le diabète, ont causé au moins 43 millions de décès, soit 75 % des décès dans le monde. Au Burkina Faso, les MNT demeurent une préoccupation malgré les multiples efforts déployés sur le terrain pour réduire leur impact en termes de mortalité et de morbidité.

Dr Laurent Moyenga, en charge des maladies non transmissibles au Bureau de l'OMS, a saisi l'opportunité de ces échanges pour plaider en faveur des stratégies de prévention en vue de réduire la charge économique de ces maladies sur le système de santé et les individus.



Mise en oeuvre de WHOPEN dans le district de Kombissiri (surveillance de l'hypertension artérielle)

Parmi ces stratégies, il a souligné la promotion d'une alimentation saine, une activité physique régulière, une réduction du tabagisme et de la consommation nocive d'alcool, une amélioration de la qualité de l'air.

Pendant 72 heures, le plan stratégique intégré de lutte contre les MNT a été passé en revue par les participants pour une meilleure appropriation par les acteurs en vue d'une meilleure mise en œuvre de la stratégie et une mobilisation accrue des ressources en faveur de la lutte contre les MNT.

La rencontre a donné également l'opportunité de faire le bilan de la mise en œuvre du WHOPEN au Burkina Faso. Six régions mettent en œuvre depuis deux ans la stratégie WHOPEN avec la contribution de l'OMS à travers la Coopération italienne et danoise. Il s'agit des Directions régionales de la santé des Hauts-Bassins, de la Boucle du Mouhoun, des Cascades, du Centre-Est, du Nord, du Centre-Sud, du Plateau Central et du Centre-Ouest. Au cours des échanges, ces six régions ont partagé entre elles et avec les Directions ne mettant pas en œuvre le WHOPEN, les défis, les difficultés et les opportunités liés à la mise en œuvre du WHOPEN par les districts. Des recommandations ont été faites pour le passage à l'échelle du WHOPEN.

La rencontre a bénéficié du soutien financier de l'OMS. Désormais les regards sont tournés vers le passage à l'échelle du pays de la stratégie WHOPEN.

En rappel, la stratégie WHOPEN est un ensemble de protocoles de prévention et de prise en charge intégrée des maladies non transmissibles, développée par l'OMS pour être utilisée par les acteurs des soins de santé primaires. □



Photo de famille à la cérémonie d'ouverture de l'atelier de dissemination de la stratégie nationale de lutte contre les maladies non transmissibles couplé au bilan de la mise en oeuvre du WHOPEN

## Améliorer la prévention et le contrôle des infections dans les structures sanitaires du Burkina Faso



Exercice de simulation port des PPI

Dans un contexte mondial marqué par des crises sanitaires récurrentes, la prévention et le contrôle des infections (PCI) sont devenues un pilier central de la sécurité des patients et du personnel de santé. En Afrique, 47 pays, dont le Burkina Faso, font face à un risque épidémique permanent, notamment en lien avec des maladies respiratoires aiguës sévères (comme la COVID-19) et des fièvres virales hémorragiques telles que la fièvre de Lassa, la maladie à virus Ebola (MVE), la fièvre jaune ou encore la fièvre de Marburg.

Pour répondre à ces défis, il devient essentiel de doter le pays de sites d'isolement adaptés, intégrés aux structures hospitalières, capables d'assurer la détection précoce, l'isolement, le diagnostic et la prise en charge efficace des cas suspects ou confirmés.

Face à cette nécessité, le ministère de la santé, avec le soutien technique et financier de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans le cadre du Pandemic Fund, a lancé une initiative ambitieuse visant à réhabiliter plusieurs sites d'isolement dans les Centres Hospitaliers Universitaires (CHU) et Centres Hospitaliers Régionaux (CHR).

Ainsi, pour une première phase, le Centre hospitalier universitaire Souro Sanou (CHUSS) de Bobo Dioulasso, le Centre hospitalier universitaire (CHU) de Tengandogo le Centre hospitalier universitaire Régional (CHUR) de Ouahigouya et les Centres hospitaliers Régionaux (CHR) de Banfora, de Tenkodogo et de Manga ont été évalués.

Une mission conjointe d'évaluation a été organisée afin d'identifier les besoins prioritaires en matière d'aménagement, d'équipements et de procédures opérationnelles. Cette démarche a permis de constater non seulement l'importance de renforcer les capacités d'accueil, mais également l'urgence d'introduire des mesures organisationnelles et administratives claires pour garantir la sécurité des soins.

Parallèlement, des activités de sensibilisation sont en cours pour promouvoir une meilleure compréhension des normes PCI et soutenir l'appropriation du processus par les équipes hospitalières. Des actions de plaidoyer sont également prévues auprès des décideurs pour faire de la mise en place de ces sites un enjeu stratégique de santé publique.



Exercice de simulation : Lavage de main

L'appui de l'OMS dans ce processus va au-delà du financement. Il se matérialise par un accompagnement technique structuré, destiné à inscrire durablement les normes de contrôle des infections dans la pratique quotidienne des établissements de santé.

Cette initiative vient renforcer les efforts du gouvernement burkinabè pour bâtir un système de santé plus résilient, capable d'anticiper, de contenir et de répondre efficacement aux épidémies à potentiel dévastateur. Elle illustre une fois de plus, l'engagement collectif à protéger les populations et à garantir l'accès à des soins sûrs, même dans les situations d'urgence. □



Exercice de simulation : visite à une patiente dans une situation d'urgence

## Améliorer la santé reproductive des jeunes et des adolescents, l'OMS et le Ministère de la santé encouragent le personnel de santé pour des soins de qualité



Photo archive: Semaine nationale de la planification familiale

Le Burkina Faso est confronté depuis 2015 à un défi sécuritaire ayant entraîné un nombre croissant de déplacés internes dans presque la plupart des régions du pays. Cette situation a engendré des manifestations de plus en plus récurrentes à type des violences basées sur le genre au sein de ces populations déplacées, limitant l'offre des services de santé à la population en général et plus particulièrement les femmes, les enfants, adolescents et jeunes qui représentent plus de 60% parmi les personnes déplacées internes. Pour faire face à ce triple fardeau (sécuritaire, humanitaire et sanitaire), il s'avère nécessaire de renforcer les compétences des formateurs nationaux en vue de faciliter le transfert de compétence aux prestataires de soins.

La Direction de la santé de la famille (DSF), en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dispose déjà d'une stratégie nationale de santé des adolescents, des modules de formation en santé sexuelle des adolescents et jeunes et 8 fiches techniques Jobs-Aids dans le domaine de la santé reproductive des adolescents et jeunes (SRAJ). L'appui de l'OMS a permis aussi d'organiser cet atelier de formation de 35 formateurs nationaux sur le Paquet des services essentiels en Santé sexuelle et reproductive et droits connexes (SSRD), y compris la lutte contre les Violences basées sur le genre (VBG) dans le contexte de COVID-19 et des urgences humanitaires prenant en compte la santé des adolescents et jeunes.



Les participants venus des 13 régions du Burkina Faso

Ces praticiens venus des 13 régions du pays, sont des responsables de santé de la reproduction de l'ensemble des directions régionales de la santé et ceux de 13 Districts sanitaires ainsi que quelques participants des directions centrales du ministère. Débuté le 15 avril dans la salle de réunion de l'Hotel Excellence annexe, cette formation des formateurs se poursuivra jusqu'au 17 avril, elle est animée par les formateurs nationaux du ministère de la santé qui ont au paravent été capacités par l'OMS. Durant ces trois jours les participants vont se familiariser avec l'exercice de clarification des valeurs en SSRD, maîtriser les paquets de services essentiels en SSRD/ VBG dans le contexte d'urgence humanitaire, outillés sur les Jobs Aids et Fiches techniques planification familiale (PF), Soins après avortement (SAA), l'interruption sécurisée de la grossesse (ISG) selon la loi, et en Santé des Adolescents, briefés sur les Directives nationales et le Guide en auto-soins SDSR, initiés sur les techniques de communication, plaidoyer, et travail en équipe.



Dr Clotaire HIEN, Chargé de programme SRH/S-C au Bureau de l'OMS au Burkina Faso et Dr Valerie ZOMBRE, Directrice de la Santé de la famille (DSF) à la cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été marquée par deux interventions : l'OMS et la Directrice de la Santé de la Famille (DSF), qui a pris part aux travaux pour témoigner de l'importance accordée à cette activité, et la reconnaissance de tous les efforts que déploie l'OMS pour accompagner le ministère de la santé. Le chargé de programme santé sexuelle, reproductive et des auto-soins, le Dr HIEN Yelmali Clotaire, le chargé de programme SRAJ de la DSF, le représentant de la société des gynécologue Obstétricien du Burkina (SOGOB) apportent leur appui technique.

Les prochaines étapes à la suite de cette formation sera l'organisation des ateliers décentralisés de renforcement des capacités des prestataires de soins au niveau opérationnel. □



Dr Casimir MANZENGU en charge de la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et les hépatites virales

Découvrons l'initiative BBNT avec Dr Casimir MANZENGU en charge de la lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et les hépatites virales.

### Qu'est-ce que l'initiative BBNT ?

C'est une approche de collaboration sud-sud basée sur l'analyse des données et le partage d'expériences en vue de renforcer les programmes de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et le paludisme entre le Bénin, le Burkina Faso, le Niger et le Togo

### Pourquoi l'initiative BBNT ?

L'initiative a été mise sur pied de manière consensuelle avec les acteurs des programmes nationaux après avoir constaté qu'ils avaient des niveaux de performances différents et qu'ils pouvaient s'appuyer mutuellement pour améliorer leurs indicateurs.

A titre d'exemple, le Bénin avait une couverture ARV de prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant de 98% des femmes enceintes séropositives attendues, alors que son voisin le Niger n'en avait que 32% en 2023. Dans le même sens, le Togo avait une couverture de traitement de la tuberculose sensible de 110% alors que son voisin le Bénin avait 60%. Enfin, dans la lutte contre le paludisme, le Burkina Faso avait un excellent système de gestion des données avec production des bulletins hebdomadaires.

Sur cette base, nous nous sommes mis d'accord avec les programmes nationaux que nous n'avions pas besoin d'expertise extérieure car elle était disponible dans nos pays respectifs pour améliorer les performances de nos programmes.

### Quels sont les activités qui ont été menées dans le cadre de cette initiative au Burkina Faso et dans les autres pays de l'initiative ?

Au courant de la première année de la mise en œuvre, l'initiative BBNT a organisé sept webinaires en faveur des programmes nationaux, trois visites de partage d'expérience (Burkina vers Togo, Niger vers Burkina et Togo vers Bénin), et un atelier de partage d'expériences qui a eu lieu à Ouagadougou à la fin de l'année.

Les activités de partage d'expériences ont permis d'échanger une trentaine de bonnes pratiques entre les pays dans la lutte contre le paludisme, la tuberculose et le VIH/Sida.

Parlant du programme paludisme, le Burkina Faso a partagé son expérience sur la CPS+ qui est la chimio-prévention du paludisme saisonnier plus la destruction des gîtes larvaires et le Togo a échangé son expérience sur la digitalisation pour le suivi des enfants zéro dose et insuffisamment vaccinés au cours de la CPS.

## Renforcer la coordination intersectorielle: l'OMS appuie un exercice de simulation pour tester les procédures One Health



Une vue de la salle

Une équipe pluridisciplinaire composée d'acteurs des secteurs de la santé humaine, animale et de l'environnement s'est réunie autour d'un exercice inédit : simuler une crise sanitaire impliquant une zoonose émergente. L'objectif était de tester sur le terrain, les Procédures Opérationnelles Standard (POS) récemment élaborées pour améliorer la collaboration intersectorielle dans le cadre de l'approche One Health.

Conformément au Règlement Sanitaire International (RSI 2005) et aux recommandations de l'évaluation externe conjointe (JEE) réalisée en 2024, le Burkina Faso, par l'intermédiaire du Secrétariat Technique One Health, a mis en place ces procédures dans le but de faciliter le partage d'informations, de clarifier les rôles des acteurs et d'accélérer la détection et la réponse aux menaces sanitaires à l'interface homme-animal-environnement.

L'exercice de simulation sur table, a permis de reproduire une situation d'urgence et d'observer la réaction collective des différents ministères et partenaires techniques.

L'OMS Burkina Faso, pleinement engagée dans cette démarche, a accompagné le processus d'élaboration des outils de simulation et apporté un appui technique lors de l'exercice. L'équipe de l'OMS a également contribué à l'évaluation des lacunes observées et à la formulation de propositions concrètes pour renforcer les dispositifs existants.

Parmi les points testés figuraient : la fluidité des communications entre secteurs, la coordination des décisions, l'activation rapide des mécanismes d'alerte et l'usage des outils de suivi et de documentation.

Cette simulation sur table marque une avancée majeure dans l'opérationnalisation de l'approche One Health au Burkina Faso. Il démontre l'engagement du pays à bâtir un système de préparation et de réponse aux urgences plus intégré, réactif et résilient, dans un monde où les crises sanitaires n'épargnent plus les frontières entre espèces ni entre secteurs. □



Photo de famille

Pour la tuberculose, le Burkina Faso a partagé l'expérience de la décentralisation de la prise en charge de la tuberculose multi-résistante et le Niger a échangé sur la mise en place du cadre multisectoriel de rédévabilité pour mieux prendre en compte les déterminants de la tuberculose

Pour le VIH/Sida, le Bénin a présenté son expérience dans la mise en œuvre de la triple élimination et le Togo a élaboré sur le suivi hebdomadaire des examens de PCR et de la charge virale dans les sites prioritaires

### Quels sont les défis dans la mise en œuvre de l'initiative BBNT ?

Le grand défi de l'année 2025 est la restriction des financements de lutte contre les maladies prioritaires depuis le retrait des financements américains. Ce qui impacte la mise en œuvre des activités sur le terrain et qui nécessite la recherche des financements émergents, en particulier l'augmentation du financement des Etats membres.

### Les perspectives de l'année 2025 sont les suivantes :

- Accélérer la mise en place du processus de validation de la triple élimination de la transmission de la mère à l'enfant du VIH, de la syphilis et de l'hépatite virale B dans au moins un pays

Les quatre pays vont procéder à l'évaluation initiale de la triple élimination. Sur cette base, ils vont élaborer une feuille de route dont la mise en œuvre sera suivie périodiquement par un comité de validation

- Intensifier la recherche active des cas de tuberculose en utilisant la cartographie des cas, particulièrement au Bénin

L'analyse des données montre que le Bénin dépiste à peine la moitié des cas de tuberculose attendus. Un appui sera apporté pour élaborer la cartographie des cas de tuberculose afin d'orienter la recherche active des cas manquants. Ce qui permettra d'améliorer la couverture thérapeutique. Les autres pays vont aussi s'impliquer dans une certaine mesure.

- Organisation d'une campagne transfrontalière de chimio-prévention du paludisme saisonnier

Partant des leçons apprises en 2024, les pays ont recommandé vivement d'organiser des campagnes de CPS conjointes pour s'assurer d'une bonne couverture au niveau des districts frontaliers qui sont souvent négligés.

### Documentation utile

- <https://www.afro.who.int/fr/countries/burkina-faso/publication/atelier-de-partage-dexperiences-entre-le-benin-le-burkina-faso-le-niger-et-le-togo-dans-le-cadre-de>

- <https://www.afro.who.int/fr/countries/burkina-faso/publication/initiative-bbnt-releve-de-bonnes-pratiques-mises-en-oeuvre-dans-les-pays>

- <https://www.afro.who.int/fr/countries/burkina-faso/publication/initiative-bbnt-documentation-de-la-premiere-annee-de-mise-en-oeuvre> ☐





Organisation  
mondiale de la Santé  
Burkina Faso

**Directeur de publication :**

Dr Seydou O. COULIBALY  
Représentant Résident a.i de l'OMS au Burkina Faso

**Comité de rédaction :**

Dr Mwinmalo Ines Evelyne DA

Dr Laurent MOYENGA

Dr Minzah PEKELE

Dr Casimir MANZENGO

Mme TINGUERI Rose K

Mme SANON Edith

**Coordination et conception :**

Mme SANON Edith

Suivez nous sur:



<https://www.afro.who.int/fr/countries/burkina-faso>



[facebook.com/OMSBurkinaFaso](https://facebook.com/OMSBurkinaFaso)



[@OMS-Burkina](https://twitter.com/OMS-Burkina)